



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr.
GÉNÉRALE

CAT/SP/23
29 septembre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Septième réunion
Genève
24 novembre 1999

ÉLECTION DE CINQ MEMBRES DU COMITÉ CONTRE LA TORTURE, EN REMPLACEMENT
DE CEUX DONT LE MANDAT PRENDRA FIN LE 31 DÉCEMBRE 1999, CONFORMÉMENT
À L'ARTICLE 17 DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES
OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 17 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le mercredi 24 novembre 1999, la septième réunion des États parties à la Convention au cours de laquelle seront élus cinq membres du Comité contre la torture, en remplacement de ceux dont le mandat prendra fin le 31 décembre 1999 (avoir annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des cinq autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2001.

2. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 22 juin 1999, invité les États parties à la Convention à présenter des candidats à l'élection de cinq membres du Comité dans les trois mois, c'est-à-dire le 22 septembre 1999 au plus tard.

3. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-dessous, par ordre alphabétique, la liste des noms des personnes présentées au 22 septembre 1999 comme candidats à l'élection au Comité contre la torture et des États parties qui les ont désignés.

<u>Nom du candidat</u>	<u>Désigné par</u>
M. Mohammed Abdullah AL-ANSARI	Koweït
M. Peter Thomas BURNS	Canada
M. Guibril CAMARA	Sénégal
Mme Felice GAER	États-Unis d'Amérique
M. Alejandro GONZÁLEZ POBLETE	Chili
M. Andreas MAVROMMATIS	Chypre
M. Leonel PEREZNIETO CASTRO	Mexique
Mme Maria PINIOU-KALLI	Grèce
M. Wilfredo SÁENZ FERNÁNDEZ	Panama

4. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés, est reproduit à l'annexe III. Toutes autres candidatures et notices biographiques que pourrait recevoir le Secrétaire général seront portées à l'attention des États parties dans des additifs au présent document.

Annexe I

LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITÉ DONT LE MANDAT EXPIRE
LE 31 DÉCEMBRE 1999

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Peter Thomas BURNS	Canada
M. Guibril CAMARA	Sénégal
M. Alejandro GONZÁLEZ POBLETE	Chili
M. Andreas MAVROMMATIS	Chypre
M. Ada POLAJNAR-PAVČNIK	Slovénie

Annexe II

LISTE DES CINQ MEMBRES DU COMITÉ DONT LE MANDAT EXPIRE
LE 31 DÉCEMBRE 2001

<u>Nom</u>	<u>Pays</u>
M. Sayed Kassem EL MASRY	Égypte
M. António SILVA HENRIQUES GASPAR	Portugal
M. Bent SORENSEN	Danemark
M. Alexander M. YAKOVLEV	Fédération de Russie
M. YU Mengjia	Chine

Annexe III

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS À L'ÉLECTION AU COMITÉ
CONTRE LA TORTURE

Mohammed Abdullah Al-Ansari (Koweït)

Date de naissance : 10 juin 1954

Activités universitaires et professionnelles

1977-1978 : Licence en droit (droit islamique et autres systèmes)

Août 1978 : Engagé en qualité de chargé de recherche en matière juridique auprès du Conseil de la fonction publique

Septembre 1985 : Diplôme d'études approfondies en droit international (DEA)

Janvier 1990 : Doctorat en droit international, Université de Montpellier

Mai 1992 : Engagé au Ministère de la justice en qualité de Conseiller juridique au Bureau technique

1993 : Chef du Bureau des relations internationales

1995 à ce jour : Directeur du Service des relations internationales

Fonctions exercées et organisations dont le candidat est membre

Avocat/arbitre de droit international

Vice-Président de l'Association arabe pour l'arbitrage international

Membre fondateur de l'Association euro-arabe pour l'arbitrage international (Paris)

Membre du Comité islamique universel des droits de l'homme (Koweït)

Travaux de recherche

Le choix des arbitres : comment ils sont désignés, leurs qualifications et leurs compétences (mémoire de recherche en français, 142 pages)

L'agression israélienne contre la souveraineté du Liban (1982) (mémoire de recherche en français, 192 pages)

Approche juridique et documentaire des crimes de guerre commis par le régime iraquien contre l'État du Koweït (ouvrage documentaire de 367 pages, en arabe)

Comment les décisions d'arbitrage sont appliquées dans les pays arabes (conférence en arabe, 27 pages)

Participation à des conférences et colloques

Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Genève, 1993

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, juin 1993

Participation aux travaux du Centre pour les droits de l'homme en vue de l'élaboration d'un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, Genève, octobre-novembre 1993

Réunion préparatoire d'experts gouvernementaux pour la protection des victimes de guerre, en vue de déterminer les moyens scientifiques propres à assurer le respect du droit international humanitaire, Genève, septembre 1994

Comité d'experts du secrétariat général du Conseil de coopération des États du Golfe chargé d'examiner le projet de charte arabe des droits de l'homme, décembre 1994

Comité ad hoc pour la création d'une cour criminelle internationale, New York, Siège de l'Organisation des Nations Unies, avril et août 1995

Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, New York, depuis 1995

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, et réunions préparatoires à la Conférence

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, et réunions préparatoires à la Conférence

Conférence diplomatique de plénipotentiaires sur la création d'une cour criminelle internationale, Rome, et réunions préparatoires à la Conférence

Travaux préparatoires et organisation de colloques et de conférences au Koweït sur certaines questions juridiques, y compris dans le domaine des droits de l'homme, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Activités humanitaires

A participé activement à la mise en place de services d'aide aux ressortissants et aux résidents au cours de l'occupation du Koweït par l'Iraq. A été principalement à l'origine de la création du comité de solidarité de la région de Khaitan, où il réside, et a apporté un soutien à un grand nombre de travailleurs koweïtiens et non koweïtiens (palestiniens, jordaniens, indiens, pakistanais, iraniens, etc.). Ce comité était chargé notamment de distribuer l'aide alimentaire, de dégager les espaces réservés aux ponts aériens, d'assurer les premiers secours, etc.

Au cours de la période d'occupation, a participé, en tant que membre du Comité du Croissant-Rouge koweïtien, au stockage des denrées alimentaires en vue de leur transport vers les hôpitaux et les cliniques et a assumé les fonctions de Conseiller juridique auprès du Comité consultatif supérieur koweïtien.

A participé à la distribution d'argent iraquien aux personnes dans le besoin au cours de la période d'occupation. A été en outre l'une des premières personnes à rendre visite aux prisonniers de guerre koweïtiens et aux détenus de la prison de Bassorah (Iraq) et à leur venir en aide. A participé, conjointement avec Nasser Mohammed Al Nasar Allah, Ministre adjoint de la justice, à la libération d'un grand nombre de Koweïtiens détenus dans la prison d'Al Haretha, à Bassorah, et a rendu régulièrement visite aux militaires koweïtiens prisonniers de guerre, détenus dans la prison Ba'kouba de Bagdad et la prison d'Al Mousel, afin de leur offrir un soutien au cours de leur détention.

A participé à l'extradition de certains militaires iraqiens prisonniers de guerre qui ont été remis aux forces alliées au cours de la guerre de libération.

Peter Thomas Burns (Canada)

Date de naissance : 13 juillet 1938

Études universitaires

LL.B., Université Otago, Nouvelle-Zélande, 1962

LL.M., Université Otago, Nouvelle-Zélande, 1963, avec très grande distinction

Activités professionnelles

Professeur de droit à l'Université de Colombie britannique, de 1968 à ce jour (Doyen de la faculté de droit, 1981-1982). Disciplines enseignées et domaines de recherche principaux : droit pénal international, aspects internationaux des droits de la personne, droit pénal, droit de la responsabilité civile délictuelle et victimologie. Auteur et coauteur de cinq livres et de plus de 90 articles et communications sur les sujets susmentionnés.

Membre (1987-1991), **Vice-Président** (1991-1998) et **Président** (de 1999 à ce jour) du **Comité contre la torture**; a participé, à ce titre, à de nombreuses activités dans le cadre des Nations Unies, en particulier :

- Atelier sur la dimension internationale des droits de la personne (en collaboration avec la Commission des droits de la personne des Philippines), 1988
- Cours de formation de juristes africains aux aspects internationaux des droits de la personne, San Remo, Italie, 1991
- Cours de formation d'agents de police aux droits de la personne, Malte, 1991
- Atelier sur la dimension internationale des droits de la personne, Moscou, 1992
- Cours de formation d'agents de police aux droits de la personne, Tirana (Albanie), 1992
- Participation à la Conférence internationale sur les droits de l'homme en qualité de membre du Centre international pour la réforme du droit pénal et de la politique de justice criminelle et de membre de la délégation canadienne, Vienne (Autriche), 1993
- Atelier de formation à l'intention de hauts fonctionnaires sur les exigences en matière de rapport dans le cadre du système des droits de l'homme des Nations Unies, Centre de formation de l'OIT, Turin (Italie), 1994
- Participation à la réunion de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en qualité de représentant du Centre international et de la Society for the Reform of Criminal Law, Vienne (Autriche), 1995

- Atelier de formation à l'intention de hauts fonctionnaires sur les exigences en matière de rapport dans le cadre du système des droits de l'homme des Nations Unies, Centre de formation de l'OIT, Turin (Italie), 1996

Avocat et procureur auprès de la Cour suprême de Colombie britannique, de 1975 à ce jour

Président du Centre international pour la réforme du droit pénal et de la politique de justice criminelle, de 1993 à ce jour

Président International Society for the Reform of Criminal Law, 1995-1999

Membre du comité de rédaction du Criminal Law Forum, faculté de droit de l'Université Rutgers, Camden (New Jersey)

Membre du conseil d'administration de la Law Courts Inn, 1992-1997

Membre du conseil d'administration, Continuing Legal Education, 1995-1997

Membre de la Commission de réforme du droit de Colombie britannique, 1986-1993

Membre du comité de rédaction de Victimology: An International Journal, Washington

Membre du groupe consultatif du Programme d'aide aux victimes d'actes criminels, Direction des affaires correctionnelles, Service du Procureur général, janvier 1982

Membre exécutif de l'Association du barreau de Vancouver, 1977-1978

Président du Conseil consultatif de l'école de police de Colombie britannique, 1974-1978

Avocat et procureur auprès de la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, 1964

Conférencier invité

F. W. Guest Memorial Lecturer, Université d'Otago, août 1983

Professeur auxiliaire, faculté de droit, Université de Victoria, mars-avril 1981

Chargé de cours à temps partiel, département de criminologie, Université Simon Fraser, mai-août 1977

Professeur invité, Université d'Otago, juin 1973-juin 1974

Consultation

Conseils professionnels aux organismes suivants :

- Commission de réforme du droit du Canada

- Commission de réforme du droit de Colombie britannique
- Service du Procureur général, Colombie britannique
- Service du Procureur général, Saskatchewan
- Ministère de la justice, Ottawa

Affiliation à des associations professionnelles et à des sociétés savantes

- Association du barreau canadien
- Association canadienne des professeurs de droit
- Association internationale de droit pénal
- Society of Public Teachers of Law
- American Bar Association
- Institut canadien d'études juridiques supérieures
- International Society for the Reform of Criminal Law

Récompenses et distinctions universitaires ou professionnelles

- Élu membre de l'American Law Institute, juin 1986
- Conseil de la Reine, décembre 1984
- Professeur invité, Wolfson College, Oxford, Angleterre, juin-décembre 1981
- Professeur distingué, faculté de droit, Université du Manitoba, mars 1981
- Professeur invité, faculté de droit, École de recherche en sciences sociales, Université nationale australienne, novembre 1966-février 1967

Guibril Camara (Sénégal)

Date de naissance : 22 décembre 1940

Études

Lycée Faidherbe de Saint-Louis (1954-1961), baccalauréat, série philosophie

Faculté de droit de Dakar (1961-1965), licence en droit

Centre national d'études judiciaires (devenu École nationale de la magistrature), à Bordeaux (1965-1966) et Paris (1966-1967), certificat de fin de scolarité

Activités professionnelles

Nommé magistrat des cours et tribunaux le 1er juillet 1967

Juge d'instruction chargé du Premier cabinet (juillet 1967-novembre 1967)

Substitut du Procureur de la République de Dakar (novembre 1967-avril 1968)

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Saint-Louis (avril 1968-août 1972)

Premier substitut du Procureur de la République de Dakar (août 1972-septembre 1973)

Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Kaolack (octobre 1973-novembre 1976)

Conseiller juridique du Ministère des travaux publics, des transports et de l'urbanisme (décembre 1976-novembre 1977)

Directeur de l'éducation surveillée et de la protection sociale (1977-1984)

Avocat général près la Cour d'appel (1984-1992)

Premier avocat général près la Cour de cassation (1992-1993)

Procureur général près la Cour de cassation depuis le 29 juillet 1993

Activités internationales

Participation à de nombreuses conférences internationales sur les divers aspects du droit et des problèmes sociaux

Membre du Comité de direction et du Conseil général de l'Union internationale des organismes familiaux (UIOF) (Paris)

Conseiller juridique de l'Organisation panafricaine de la famille (OPAF) (Dakar)

Représentant du Sénégal au Conseil d'administration de l'UNICEF (Mexico, 1979)

Correspondant national des Nations Unies pour la prévention du crime, la justice pénale et le traitement des délinquants

Correspondant national de l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale (Rome)

Consultant de l'École internationale de Bordeaux

Représentant de l'Association sénégalaise d'études et de recherches juridiques (ASERJ) auprès de l'Association mondiale de prospective sociale

Consultant au Centre international de l'enfance (CIE), Paris

Conférences

1973 : Conférence mondiale d'Abidjan sur la paix mondiale par le droit (26-31 août 1973)

1979 (Paris, UNESCO) : Conférence mondiale des familles : Communication sur les politiques de l'enfance en Afrique de l'Ouest

1979 (16-19 avril à Milan; 19-22 avril à Turin) : huitième Conférence des maires des grandes villes du monde : Communication sur l'enfance inadaptée, violence, marginalisation sociale - rôle du service du service pour l'enfance par rapport à la pathologie urbaine

1998 : Dakar (Sénégal), décembre 1998 : Atelier : "Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les droits de l'homme dans le contexte africain"

Communications

Le droit d'asile et l'article 12, alinéa 3, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Dakar, 1998)

L'article 3 de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique est-il compatible avec les instruments relatifs aux droits de l'homme ?

Préparation de la participation et représentation du Sénégal aux instances ci-après

Sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Caracas, 1980)

Septième Congrès (Milan, 1985)

Huitième Congrès (La Havane, 1990)

Sommet ministériel des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Versailles (France), novembre 1991

Troisième session de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Vienne, avril-mai 1994)

Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée (Naples, novembre 1994)

Chef de la délégation sénégalaise au Séminaire de l'ONU sur la criminalité transnationale organisée et la corruption (Dakar, juillet 1997)

International Workshop on the Independence and Accountability of the Prosecutor of a Permanent International Criminal Court (Fribourg-en-Brisgau, Allemagne, mai 1998)

Expert du Comité sénégalais des droits de l'homme

Président de la Commission nationale des réfugiés

Membre du Comité contre la torture depuis 1996

Vice-Président du Comité contre la torture depuis mai 1998

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis juin 1996 (siège : Palais de la Paix, La Haye)

Distinctions honorifiques

Chevalier de l'Ordre national du Lion

Grand Officier de l'Ordre national du mérite

Felice D. Gaer (États-Unis d'Amérique)

Expérience professionnelle

- 1993- : *Présidente* du Comité juif américain de l'Institut Jacob Blaustein pour la promotion des droits de l'homme
- 1991-1992 : *Directrice exécutive de la division des programmes européens* de l'Association des États-Unis d'Amérique pour les Nations Unies
- 1982-1991 : *Directrice exécutive* de la Ligue internationale des droits de l'homme
- 1974-1981 : Fondation Ford :
- Administratrice de programmes-Division internationale (1976-1981)*
- Administratrice adjointe de programmes (1974-1976)*
- Membre du Comité de la gestion publique (1976-1981)*

Autres fonctions

Conseil international des droits de l'homme, Centre Carter, Université d'Emory, depuis 1994

Présidente du Comité directeur de la Coalition nationale pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, 1997-1999

Membre du conseil d'administration de la Fondation Andrei Sakharov, depuis 1993

Membre du comité directeur de l'organisation Human Rights Watch, Helsinki, depuis 1996

Membre fondateur du Groupe de travail de Washington sur les droits des femmes, depuis 1994

Vice-Présidente et membre du conseil d'administration de la Ligue internationale des droits de l'homme, depuis 1991

Présidente de l'Internationale des amis de la Commission chilienne des droits de l'homme, 1985-1990

Membre du Comité des droits de l'homme de l'Académie des sciences de New York, 1982-1992

Membre du conseil d'administration de l'International Dispute Resolution Associates, depuis 1995

Membre du Comité consultatif sur les conflits ethniques, les minorités et les droits des individus, Conseil de l'Atlantique, 1993-1995

Membre du conseil consultatif, Early Warning, Minorities and Conflict Resolution Project - Groupement pour les droits des minorités, États-Unis d'Amérique, 1994-1997

Membre du Conseil pour les relations étrangères, depuis 1991

Alumnae Achievement Award, Wellesley College, depuis 1995

Membre du Groupe consultatif sur le droit au logement du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat II), New York, janvier 1996

Consultante auprès de la Fondation Rockefeller, 1982-1983

Membre de la délégation des États-Unis aux instances ci-après :

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, juin 1993

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, septembre 1995

Comité préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), février 1996

Commission des droits de l'homme, Genève, 1994-1999

Formation

Wellesley College, A.B. avec mention, sciences politiques, 1968 (mention honorifique)

Columbia University, maîtrise de philosophie, sciences politiques, 1975; maîtrise de lettres, 1971

Auteur de nombreux articles spécialisés, de parties d'ouvrages et de rapports sur des questions relatives aux droits de l'homme concernant l'ensemble des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et contribution aux institutions internationales chargées d'élaborer et de mettre en oeuvre les normes visées dans la Déclaration, notamment l'Organisation des Nations Unies, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, etc.

Alejandro González Poblete (Chili)

Date de naissance : 8 septembre 1931

Fonctions actuelles

Vice-Président du Comité contre la torture, 1996-1999

Président de la Commission andine de juristes

Directeur du programme d'enquête sur les circonstances de disparition forcée, sur le sort final et l'emplacement des restes de personnes détenues disparues et de l'aide sociale et juridique aux membres des familles afin de les aider à avoir accès aux réparations octroyées par l'État

Expérience dans les systèmes internationaux de protection des droits de l'homme

Bonne connaissance des systèmes de protection des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des États américains

En tant que chef du Département juridique du Vicariat de la solidarité de l'archevêché de Santiago du Chili au cours de la période de la dictature militaire (1973-1989), a entretenu des relations continues avec le Centre pour les droits de l'homme, le Groupe ad hoc et les Rapporteurs spéciaux pour le Chili de la Commission des droits de l'homme, ainsi qu'avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et son Secrétaire exécutif

En mars et avril 1989, mission au Guatemala, mandaté comme expert par le Centre pour les droits de l'homme pour conseiller le Gouvernement guatémaltèque en matière de droits de l'homme

Membre et actuel Président de la Commission andine de juristes et collaborateur régulier aux initiatives et activités de l'Institut interaméricain des droits de l'homme

Nommé par le Directeur général membre du Jury international pour le Prix de l'UNESCO pour l'enseignement des droits de l'homme, 1992-1996

Études universitaires

1950-1954 : Études de droit à la faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université de Concepción

Études postuniversitaires

1974-1975 : Cours de méthodologie de l'enseignement du droit, faculté des sciences juridiques, administratives et sociales de l'Université du Chili à Santiago

Fonctions académiques exercées

- 1952-1956 : Professeur associé de politique économique à la faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université de Concepción
- 1957-1966 : Professeur associé de droit du travail à la même faculté, du 1er mars 1957 au 30 juin 1966
- 1971-1976 : Professeur titulaire de la chaire de droit du travail à la faculté des sciences juridiques, sociales et administratives de l'Université du Chili

Fonctions publiques exercées

- 1966-1970 : Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la justice de la République du Chili

Autres fonctions publiques exercées simultanément :

- 1966-1970 : Conseiller au Conseil national pour les mineurs
- Septembre 1970-
avril 1971 : Vice-Président exécutif du Conseil national pour les mineurs
- 1968-1970 : Vice-Président de la Fondation nationale des jardins d'enfants
- 1967-1970 : Président du Conseil de direction du Groupe d'experts de l'État
- 1966-1970 : Président de la Commission nationale pour la politique pénitentiaire
- 1966-1970 : Membre de la Commission nationale pour la rationalisation de l'administration publique
- 1992-1996 : Président de la Commission nationale pour la réparation et la réconciliation

Participation aux organes nationaux pour les droits de l'homme

- 1973-1976 : Conseiller juridique au Comité national pour l'aide aux réfugiés, organisme national de coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), créé au Chili en septembre 1973
- 1976-1992 : Chef du Département juridique du Vicariat de la solidarité de l'archevêché de Santiago, de juillet 1976 à avril 1989, et Secrétaire exécutif du Vicariat de mai 1989 à avril 1992

Participation en tant que conseiller ou expert à des missions, projets de recherche, séminaires, conférences et autres activités du domaine des droits de l'homme (les plus importantes)

Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica)

1. Projet sur la protection constitutionnelle des droits de l'homme en Amérique latine à la lumière des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

 Réunion régionale d'experts des droits de l'homme, San José (Costa Rica), 23-27 août 1982

 Réunion régionale d'experts des droits de l'homme, San José (Costa Rica), 22-26 août 1983
2. Premier séminaire interdisciplinaire sur les droits de l'homme, San José (Costa Rica), 12 septembre-1er octobre 1983 - conférence sur les droits de l'homme dans les systèmes de protection nationale
3. Cinquième séminaire interdisciplinaire sur les droits de l'homme, San José (Costa Rica), 17-28 août 1987 - conférence sur les ressources constitutionnelles pour la protection des droits de l'homme : droit comparé latino-américain
4. Conseiller pour l'évaluation et la révision finale de la publication de Daniel O'Donnell sur la protection internationale des droits de l'homme, approuvée dans sa version définitive lors de la réunion d'experts tenue à San José (Costa Rica) du 20 au 22 août 1987
5. Analyse de la réalité des droits de l'homme en Amérique latine - défis présents et futurs pour les institutions des droits de l'homme en Amérique latine, réunion d'experts tenue à San José (Costa Rica) les 29 et 30 mars 1990
6. Quinzième séminaire interdisciplinaire sur les droits de l'homme, San José (Costa Rica), 16-27 juin 1997 - conférence sur la suppression de l'impunité comme condition de l'état de droit

Secrétariat international de juristes pour l'amnistie en Uruguay (SIJAU) - Colloque sur l'état d'exception et les droits de l'homme en Uruguay, Paris, 15 et 16 décembre 1978

Commission pontificale Justice et Paix - Colloque sur l'Église et les droits de l'homme, Rome, 14-16 novembre 1988

Centre pour les droits de l'homme, Genève - expert chargé de conseiller le Gouvernement guatémaltèque en vue de l'amélioration de son système de protection des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne les enquêtes sur les cas de disparition forcée ou involontaire, Guatemala, mars-avril 1989

Université américaine, faculté de droit de Washington, Centre pour les droits de l'homme et le droit humanitaire - conférence sur le thème de la transition à la démocratie et à l'état de droit, Washington, DC, 8 et 9 mars 1990

Institut d'études internationales de l'Université du Chili et Société chilienne de droit international, séminaire international sur les nouvelles dimensions de la protection de l'individu - conférence sur le thème de l'application des procédures internationales de protection des droits de l'homme : quelques expériences chiliennes, Santiago (Chili), 12 et 13 juillet 1990

UNESCO, nommé par le Directeur général membre du Jury international pour le Prix de l'UNESCO pour l'enseignement des droits de l'homme, 1992-1996

Commission internationale de juristes, rencontre internationale sur l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'homme - conférence sur le traitement des victimes et de leurs familles, la réadaptation, la réparation et le traitement médical, Genève, 2-5 novembre 1992

Cinquième Conférence latino-américaine sur les droits et les libertés des travailleurs et des peuples - conférence sur la politique des droits de l'homme du Gouvernement chilien et les réparations à accorder aux victimes de violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire, San Antonio de Los Altos (Venezuela), 17 mai 1993

Commission andine de juristes - membre depuis 1993 et Président depuis 1997

1. Séminaire sur les droits de l'homme et la démocratie dans la région andine - conférence sur l'utilisation et l'efficacité des systèmes de protection internationale, Lima, 22-24 juillet 1993
2. Huitième séminaire international, Carthagène (Colombie), 1er-4 juillet 1997 - conférence sur le rôle des organisations non gouvernementales dans la promotion des droits de l'homme
3. Neuvième séminaire international, Carthagène (Colombie), 23-26 juin 1998 - conférence sur le droit international des droits de l'homme et le droit interne

Andreas Mavrommatis (Chypre)

Date de naissance : 1932

Études

Études de droit au Royaume-Uni

1954 - Inscrit au barreau à Lincoln's Inn (Londres)

Activité professionnelle

- 1989-1992 Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
- 1983-1989 Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre
- 1982-1988 Représentant de la communauté chypriote grecque aux entretiens intercommunautaires
- 1979-1982 Ambassadeur, Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
- 1976-1979 Ambassadeur, Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève
- 1972-1975 Conseiller juridique spécial au Ministère des affaires étrangères. Publication de la "Liste des traités de la République de Chypre en vigueur en janvier 1973"
- 1970-1972 Ministre du travail et de la sécurité sociale
- 1958-1970 Magistrat
- 1954-1958 Exercice de la profession d'avocat

Comités/délégations

- 1973-1975 Chef de la délégation chypriote à la deuxième phase de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tenue à Genève
- 1974 Président de la Commission d'investigation et de conciliation de l'Organisation internationale du Travail et du Conseil économique et social qui a procédé à plusieurs enquêtes pour établir la véracité d'allégations de violations de droits syndicaux et autres droits de l'homme
- 1975 Membre de la délégation chypriote au Sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki en août 1975

1977-1978	Chef de la délégation chypriote à la CSCE à Belgrade
1979-1982	Président du Comité des relations avec le pays hôte (ONU)
1980	Président du Conseil économique et social
1975-1988	Représentant de Chypre à la Commission des droits de l'homme
Septembre 1989	Secrétaire général de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Nicosie (Chypre)
1977-1996	Membre du Comité des droits de l'homme
1977-1987	Président du Comité des droits de l'homme
1989-1990	Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation
Décembre 1992- février 1993	Porte-parole du Gouvernement chypriote
Depuis 1994	Consul général honoraire d'Indonésie
Depuis 1995	Président de la Fédération internationale des corps et associations consulaires
Depuis 1997	Président de la Commission chypriote pour les plaintes contre la presse
1998	Membre du Comité contre la torture

Monsieur Mavrommatis a participé à un certain nombre de séminaires, tables rondes et colloques sur les droits de l'homme organisés dans différentes régions du monde et a donné des conférences sur les droits de l'homme devant des associations de juristes et d'autres associations professionnelles ainsi que dans des universités. Il est l'auteur de plusieurs monographies et articles sur le sujet et il a été sollicité pour aider certains pays en développement et autres pays dans leurs efforts de protection et de promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il a contribué à l'élaboration de documents sur l'application des normes en matière de droits de l'homme et les a présentés lors de plusieurs colloques organisés par le Secrétariat du Commonwealth, à l'intention des premiers juges (présidents de tribunaux), sur la jurisprudence dans le domaine des droits de l'homme.

Leonel Pereznieto Castro (Mexique)

Date de naissance : 5 septembre 1943
Langues : espagnol, français, anglais

Formation

Université nationale du Mexique (diplôme de droit, 1968)

École nationale d'administration publique, Espagne (maîtrise, 1970)

Institut international d'administration publique, France (diplôme d'études internationales, 1972)

Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris
(doctorat, 1975)

Domaines de spécialisation

Droit international privé, droit commercial international, droit comparé,
Accord de libre-échange nord-américain, droit des sociétés et droit antitrust

Activités professionnelles

Partenaire de la société Ogarrio, Diaz et associés, Mexico; pratique du droit
des sociétés et du droit international (1988 à 1993)

Membre de la Commission fédérale antitrust (1993-1996)

Conseiller auprès de la société Von Wobeser & Sierra, Mexico; pratique du
droit des sociétés et du droit international (depuis 1996)

Activités académiques

Professeur de droit (droit privé et droit international) à l'Université
nationale du Mexique (depuis 1972), professeur de droit antitrust et de droit
de l'arbitrage commercial international à l'Institut technologique autonome
du Mexique (depuis 1994), chercheur national (niveau 2 - depuis 1984) nommé
par le Conseil mexicain des sciences et des techniques, membre du Conseil
académique de l'École supérieure de la faculté de droit de l'Université de
Sonora (Mexique) depuis 1990

Professeur invité à l'académie de droit international de La Haye (1985),
titulaire d'une bourse Fullbright à l'Université de Californie à Davis (1987)
et professeur invité à l'Université de Valence (Espagne) (1992), maître de
conférence à la faculté de droit de New York, à l'Université de Californie à
Berkeley, à l'Université de Salamanque (Espagne), à l'Université du
Guatemala, à l'Université Complutense (Espagne), etc.

Auteur de huit ouvrages et d'articles sur le droit international privé,
le droit commercial international, le droit comparé et les investissements
étrangers, parus dans la Revue critique de droit international privé,

la Netherlands International Law Review, la Rivista de diritto processuale e internazionale privato, la Florida Law Review, la New York Law Review, etc.

Fonctions de représentation

Représentant du Mexique à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et à la Conférence interaméricaine sur le droit international privé, membre associé de l'Académie de droit international comparé (Paris), membre du Conseil consultatif "Orientation USA-International" de l'Université de Californie, membre de l'Académie mexicaine des sciences, coprésident de l'Association Texas-Mexique du barreau, etc.

Représentation au sein d'institutions d'arbitrage

Cofondateur et ancien président de l'Association mexicaine de médiation et d'arbitrage commercial international

Arbitre international au sein de l'Association américaine d'arbitrage (New York)

Membre de la Section mexicaine d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce (Paris)

Membre du Chartered Institute of Arbitrators (Londres)

Maria Piniou-Kalli (Grèce)

Date de naissance : 6 mai 1943

Profession : Médecin, dermatologue

Formation

Diplôme de la faculté de médecine de l'Université de Thessalonique (Grèce), 1966

Spécialisation en pathologie interne, puis en dermatologie et en vénérologie
Doctorat de l'Université d'Athènes, titre de la thèse : "Les enzymes antiprotéolytiques dans le congloméré acnéique"

Langues

Grec (langue maternelle)

Anglais (bon)

Français (bon)

Italien (bon)

Russe (moyen)

Expérience professionnelle

1968-1974 : Pratique de la médecine interne

1977-1980 : Direction du Service de dermatologie de l'hôpital
"Pammakaristos", Athènes

1981-1985 : Direction du Service de dermatologie de l'hôpital pour enfants
"Aglaia Kyriakou", Athènes

Depuis 1974 : Exercice de la dermatologie (cabinet privé)

Depuis 1989 : Direction du Centre médical de réadaptation des victimes de la torture, Athènes

1993-1996 : Secrétaire générale du Réseau balkanique pour la prévention de la torture et la réadaptation des victimes de la torture

Depuis 1997 : Secrétaire générale du Réseau du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour la réadaptation des victimes de la torture

Depuis 1998 : Présidente du Conseil international de réadaptation pour les victimes de la torture (CIRT)

Contribution spéciale dans le domaine social et politique

1967-1968 : Direction de l'infirmierie de la prison de Gyros, sur l'île de Gyros (Grèce); condamnée par la junte grecque (1967-1974) à la résidence forcée et à l'emprisonnement sur l'île de Gyros en raison de son opposition à la dictature, a soigné les autres détenus qui avaient subi de graves atteintes physiques de la part des gardiens de la prison et de la police; cette expérience a été le fondement de son militantisme en faveur des droits de l'homme

Activités sociales et politiques

1964-1966 : Secrétaire générale de l'association estudiantine "Hypocrates" de la faculté de médecine de l'Université de Salonique

1964-1966 : Responsable de l'antenne féminine du mouvement de jeunes intitulé "Lambrakis"

1982-1988 : Membre du conseil d'administration de la section grecque d'Amnesty International et coordonnatrice de groupes de médecins

Membre fondateur du Parti des alternatives écologistes et membre de son conseil exécutif à trois reprises entre 1990 et 1992

Participation aux élections européennes de 1990 en tant que membre du Parti des alternatives écologistes inscrit sur le registre électoral

Candidate aux élections parlementaires au nom du Parti des alternatives écologistes en 1989, 1990 et 1993

Membre du Comité grec des objecteurs de conscience

Membre fondateur du Comité "Recyclage" et du Comité "SOS Méditerranée"

Depuis 1989, médecin chef et membre du conseil d'administration du Centre de réadaptation des victimes de la torture, Athènes

Depuis 1991, membre du Conseil international et du Bureau du Centre de réadaptation des victimes de la torture, Copenhague

Membre du Comité grec "Mir Sada" ("La paix maintenant")

Membre fondateur du Comité pour l'amitié gréco-turque

Membre du Comité d'organisation du Réseau européen pour les réfugiés

Membre de la Société internationale pour la santé et les droits de l'homme

Secrétaire générale du Réseau de centres de réadaptation des victimes de la torture au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

1993 : Candidature proposée au Prix des droits de l'homme de la démocratie française

De 1993 à 1996 : Secrétaire générale du Réseau balkanique de centres de réadaptation des victimes de la torture

1996 : Vice-Présidente de l'Association civile et scientifique "Politia"

1996 : Candidate à la Présidence de la démocratie, proposée par les femmes parlementaires de tous les partis

1997 : Membre fondateur du Centre de réadaptation des victimes de la torture, Thessalonique

1998 : Présidente du Conseil international de réadaptation pour les victimes de la torture, Copenhague (Danemark)

Participation aux événements nationaux

26 juin 1998 : célébration de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, organisée par le Centre médical pour la réadaptation des victimes de la torture; Athènes - exposé sur l'importance de la Journée internationale

15 décembre 1997 : célébration du quarante-neuvième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme - prix remis à l'occasion du premier concours panhellénique de poésie organisé par le Centre médical pour la réadaptation des victimes de la torture, Athènes - exposé sur "Les droits de l'homme maintenant"

21-23 juin 1996 : la torture au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : stratégies de prévention et de traitement, Athènes

1er-3 décembre 1995, Thessalonique : Conférence des Balkans sur la torture et les autres formes de mauvais traitements - dimensions médicale, juridique et sociale - exposé sur les nouvelles optiques cliniques des séquelles de la torture

2 et 3 juin 1995, Alexandroupolis : séminaire sur les aspects psychologiques, médicaux et juridiques de la torture - exposé sur les nouvelles optiques cliniques des victimes de la torture

12 et 13 novembre 1994, Ioannina : séminaire de formation sur les aspects médicaux et juridiques de la torture - exposé sur l'aspect médical de la torture et les nouvelles optiques cliniques

12 novembre 1993, Athènes : réunion sur la création d'un réseau balkanique pour la prévention de la torture, les preuves de la torture et la réadaptation des victimes de la torture - exposé sur la situation actuelle en Grèce par rapport aux Balkans - raisons et objectifs de la création d'un réseau

8 et 9 mai 1992, Athènes : premier séminaire de formation sur les aspects médicaux et juridiques de la torture - étude du point de vue du diagnostic et de la thérapie - exposé sur les victimes de la torture sous l'angle médical et les nouvelles optiques cliniques

Participation à des réunions internationales

21-24 mai 1998, Helsinki : Cinquième Réunion consultative sur les droits de l'homme fondamentaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Déclaration à la conférence de presse sur "la réadaptation des victimes de la torture : une nécessité pour la démocratie", le 2 avril 1998, au cours de la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme, Genève

16-21 novembre 1997, Jérusalem (Israël) : Conférence de l'Association mondiale de psychiatrie sur la question de la synthèse entre la psychopharmacologie et la psychothérapie

15 et 16 octobre 1997, Gaza : Réunion préparatoire en vue de la création, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, d'un réseau régional pour la prévention de la torture et la réadaptation des victimes de la torture

13-15 octobre 1997, Gaza : Programme de la communauté de Gaza sur la santé mentale, troisième Conférence internationale sur la santé et les droits de l'homme - exposé sur la régionalisation des activités concernant les droits de l'homme

27-30 août 1997, Belgrade : Congrès mondial sur la réadaptation en psychiatrie - exposé sur les nouvelles approches cliniques des séquelles de la torture

17 et 18 juin 1997, Le Cap (Afrique du Sud) : Commission Vérité et Réconciliation, auditions sur les questions de santé

24-26 novembre 1995, Madrid : Troisième Conférence sur la solidarité et la coopération dans la zone méditerranéenne

13-15 septembre 1995, Gaza : Deuxième Conférence internationale sur les Palestiniens en transition et la réadaptation et le développement communautaires - exposé sur le rôle du Centre de réadaptation des victimes de la torture d'Athènes, qui fait partie du Réseau balkanique de centres de réadaptation

Exposé sur la Conférence des femmes de l'Europe verte (en préparation de la Conférence de Beijing de septembre 1995), Palais de l'Europe, Strasbourg, 18 et 19 mai 1995

5-9 décembre 1994, Tagaylay City (Philippines) : Quatrième Conférence internationale sur le traitement des victimes de la violence organisée - exposé sur le développement psychosomatique des enfants dont les membres de la famille ont été soumis à la torture

6-8 octobre 1994, Vienne : Société de neurologie et de psychiatrie des pays d'Europe du Sud-Est, dixième Conférence de Thessalonique, table ronde sur les séquelles psychologiques de la torture résultant de la violence individuelle ou organisée et traitement des victimes, 8 octobre 1994 - exposé sur la situation actuelle en Grèce par rapport aux Balkans : raisons, objectifs et perspectives de la création du Réseau

2-4 juin 1994, Tirana (Albanie) : séminaire de formation sur la réadaptation des survivants de la torture, présentation de quatre documents sur l'approche clinique des séquelles de la torture, l'épidémiologie de la torture, le traitement des séquelles somatiques de la torture et la déontologie et les traités - l'opinion d'un médecin concernant la torture

29 et 30 avril 1994, Istanbul : Colloque sur le nationalisme et le racisme en Europe - exposé sur les droits de l'homme et le nationalisme en Grèce aujourd'hui

20 et 21 décembre 1993, Bruxelles : Conférence sur la lutte contre la torture et le rôle des centres de réadaptation, tenue au Parlement européen, Comité des affaires étrangères et de la sécurité - exposé sur la cicatrisation des blessures et les recours contre l'injustice : question de l'impunité

5 et 6 novembre 1993, Le Caire (Égypte) : Conférence sur la médecine et les droits de l'homme - exposé sur l'approche médicale des victimes de la torture et les nouvelles optiques cliniques

20-22 octobre 1993, Buenos Aires : Sixième symposium international sur la torture et la profession médicale - exposé sur l'impunité et la poursuite de la tragédie

22-24 juin 1993, vingt-troisième séminaire de Tromsø sur la médecine, "Les enfants, la sexualité et les abus", colloque international sur les aspects médicaux, juridiques et éthiques des abus sexuels commis sur les enfants - exposé sur les enfants des rues à Athènes

14-25 juin 1993, Vienne (Autriche) : Conférence mondiale sur les droits de l'homme : représentation de la Grèce et du Centre médical pour la réadaptation des victimes de la torture au niveau des ONG - déclaration à la Grande Commission en vue de l'inclusion de la question de la torture dans le document final, ce qui a été obtenu

6-10 juin 1993, Bergen (Norvège) : Troisième Conférence européenne sur le stress traumatique, colloque sur la situation en Europe orientale - exposé sur la mise en place de services de réadaptation pour les victimes de la torture en Grèce et dans les autres pays des Balkans

Genève, 19-30 avril 1993 : Quatrième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

22-24 octobre 1992, Istanbul : Cinquième colloque international sur la torture et la profession médicale - l'alopecie comme résultat des décharges électriques : traumatisme ou psychogène ?

19 et 20 septembre 1992, Hambourg (Allemagne) : Conférence du Réseau européen des agents de santé - exposé sur la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile en Grèce

1992, Tunis : Aspects médicaux et judiciaires de la torture : approche diagnostique et thérapeutique - exposé sur l'approche médicale face aux victimes de la torture et les nouvelles options cliniques

24-29 novembre 1991, Santiago (Chili) : Troisième Conférence internationale des centres, des établissements et des particuliers s'intéressant à l'aide aux victimes de la violence organisée (santé, répression politique et droits de l'homme) - exposé sur la torture et la violence organisée : la torture dans les commissariats de police

24-26 octobre 1991, Budapest : Quatrième symposium international sur la torture et la profession médicale - exposé sur le traitement des conséquences somatiques de la torture

5-7 juin 1990, Bergen (Norvège) : dix-neuvième séminaire de Tromso sur la médecine, symposium international sur la torture et la profession médicale, Université de Tromso

1986 : Réunion internationale d'Amnesty International, Jouy-en-Josas (France)

1983 : Réunion internationale d'Amnesty International, Rimini (Italie)

Publications

Publication dans des revues médicales grecques de 15 articles concernant des domaines médicaux spécialisés

Publication dans le magazine grec Anti d'un article intitulé "Les tortionnaires ne sont pas nés"

Publication dans la revue internationale "Torture" d'articles sur l'approche médicale des victimes de la torture et les nouvelles opinions cliniques

Publication dans la revue chilienne "Reflexión" d'un article sur les actes de torture commis dans les commissariats de police

Publication dans le journal Elephtherotipia du 15 janvier 1995 d'un article intitulé "Que le cauchemar cesse"

Publication dans le journal Ethnos du 2 juin 1996 d'un article intitulé "Lykabettus 9 - terminus du Midnight Express"

Publication dans le journal Elephtherotipia du 19 avril 1997 d'un article intitulé "Comment peut-on oublier les tortionnaires ?"

Divers documents présentés lors de réunions, de conférences, d'ateliers et de colloques nationaux et internationaux ont été publiés dans la presse

Wilfredo Saenz Fernandez (Panama)

Date de naissance : 28 juillet 1947

Diplômes obtenus

Baccalauréat en sciences, lettres et philosophie (Collège Javier)

Licence en droit et en sciences politiques (Université Santa María La Antigua, 1972) avec mention honorifique

Séminaires et cours complémentaires suivis

Boursier de l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine : cours mensuels de spécialisation suivis entre 1975 et 1984 sur la criminologie, le droit pénal, l'administration de la justice pénale et les droits de l'homme

Séminaire de formation des magistrats, 1987

Expérience professionnelle

Représentant de la faculté de droit de l'Université Santa María La Antigua à la Commission des Nations Unies sur l'administration de la justice en Amérique latine

Représentant de la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Santa María La Antigua à la Sous-Commission de révision du chapitre III du Code pénal, entré en vigueur en 1987

Membre fondateur et actif de l'Académie panaméenne de droit du travail

Membre de l'Institut de droit procédural et de l'Institut ibéroaméricain de droit procédural

Président de l'Académie panaméenne de droit procédural pénal

Membre de l'ordre national des avocats

Fondateur de l'Association des étudiants de l'Université Santa María La Antigua

Représentant du pouvoir judiciaire lors de la réalisation du programme de renforcement de l'état de droit et de la justice pénale en Amérique centrale et au Panama, mis en oeuvre par l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD) avec la coopération de l'Agence espagnole pour la coopération internationale (AECI) : présentation d'un ouvrage sur la situation du droit procédural pénal au Panama, publié en 1992 par l'ILANUD

Représentant de la République du Panama à la sixième session du Comité contre la torture, tenue à l'Office des Nations Unies à Genève du 22 avril au 3 mai 1991, et auteur d'un rapport complémentaire

Représentant de la République du Panama, en qualité d'ambassadeur plénipotentiaire honoraire, à la dixième session du Comité contre la torture, tenue à l'Office des Nations Unies à Genève durant la deuxième quinzaine du mois d'avril 1993, et auteur du rapport présenté en juillet 1992 et adopté sans objections par le Comité, de même que l'exposé présenté en avril 1993; le résumé de ce rapport a été publié par le Comité dans sa version originale espagnole

Membre honoraire de la Commission consultative sur le système pénitentiaire et les droits de l'homme du Ministère de l'intérieur et de la justice

Participation, en 1990 et 1991, à la mise en oeuvre du programme d'amélioration de l'administration de la justice au Panama

Ancien président de l'Association des professionnels diplômés de l'Université Santa María La Antigua

Ancien membre du conseil d'administration de l'Université Santa María La Antigua

Coordonnateur de la Sous-Commission consultative pénitentiaire chargée de rendre l'administration de la justice pénale conforme aux normes relatives aux droits de l'homme et de réviser les normes de procédure pénale afin de simplifier l'administration de la justice pénale

Représentant du Panama au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à La Havane (Cuba) en 1991

Membre de l'Institut panaméricain de droit procédural

Membre de la Société panaméenne de Bolivar

Enseignement

Professeur de droit commercial et de criminologie à la faculté de droit, de sciences politiques et d'administration publique de l'Université du Panama

Chargé de cours sur l'histoire du droit, l'introduction au droit, la philosophie du droit, le droit pénal, le droit commercial et le droit du travail à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Santa María La Antigua

Professeur de politique appliquée à l'Université du Panama, province de Coclé

Actuellement maître-assistant à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Santa María La Antigua, chargé de l'enseignement du droit pénal spécial et de la criminologie

Conférencier chargé d'un séminaire sur le nouveau Code pénal, organisé en 1983 à l'intention des agents du ministère public et du pouvoir judiciaire (juges, magistrats des juridictions supérieures, procureurs et autre personnel)

Conférencier chargé d'un séminaire à l'intention des agents du ministère public et du pouvoir judiciaire (juges, magistrats des juridictions supérieures, procureurs et autre personnel) sur le nouveau Code de procédure pénale, entré en vigueur le 2 avril 1987

Conférencier chargé d'un séminaire sur le droit procédural pénal destiné à un groupe d'étudiants en droit de l'Université Santa María La Antigua entreprenant un projet d'assistance judiciaire aux détenus

Membre du Comité de rédaction de la loi No 3 de 1991 visant à simplifier la procédure pénale, à favoriser les mesures non carcérales et la dépenalisation, à mettre en oeuvre des mesures de protection de la personne et à rendre la procédure pénale conforme aux normes relatives aux droits de l'homme, et présentation du projet à l'Assemblée législative

Conférences et séminaires à l'intention des membres du pouvoir judiciaire et du ministère public ainsi que des étudiants en droit et des avocats, sur le sens et l'application de la loi No 3 de 1991

Participation à l'élaboration de l'avant-projet de loi concernant le nouveau système pénitentiaire panaméen

Publications et conférences

Le marin pêcheur et sa relation de travail dans la législation panaméenne du travail (1971, thèse universitaire)

L'honnêteté en tant que fondement essentiel de l'administration de la justice (Revue juridique No 5 de 1976 de l'ordre national des avocats)

La drogue comme cause de la criminalité et traitement juridique positif (Journées de psychologie, 1986)

Les aspects procéduraux de la libération conditionnelle selon le Code de procédure pénale panaméen (Séminaire de l'ordre national des avocats sur le nouveau Code de procédure pénale, Santiago, Province de Veraguas, 1986)

Les aspects procéduraux de la détention préventive dans le nouveau Code de procédure pénale panaméen (Séminaire de l'ordre national des avocats sur le nouveau Code de procédure pénale, David, Province de Chiriquí, 1986)

Notes (recueil) sur la criminologie en vue du cours dispensé à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Santa María La Antigua (1993)

La liberté sous caution dans le Code de procédure pénale panaméen (Séminaire du pouvoir judiciaire, 1990)

Les principes directeurs des procédures de jugement (Séminaire de l'ordre national des avocats, 1991)

L'action pénale dans la procédure pénale panaméenne (Séminaire de l'ordre national des avocats, 1992)

Les principes généraux de la preuve dans les procédures de jugement
(Séminaire de l'ordre national des avocats, 1992)

La compétence et la juridiction dans la procédure pénale panaméenne
(Séminaire du pouvoir judiciaire, 1992)

L'application différée et la rétroactivité : perspectives dans le système
pénal panaméen (Séminaire de l'ordre national des avocats, 1992)

Mesures non carcérales et dépenalisation (Séminaire de criminologie,
Université Santa María La Antigua, 1992)

Responsable des journées de criminologie sur les procédures pénales,
l'administration de la justice et les droits de l'homme, organisées pour
1999-2000 à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université
Santa María La Antigua

L'importance du secrétariat judiciaire (conférence donnée à l'École
d'administration et de secrétariat de l'Université Santa María La Antigua,
1993)

Vingt-six années d'enseignement universitaire sur la justice pénale et
direction de plus de 60 thèses universitaires sur les sciences pénales et
la criminologie

Ouvrage sur le droit procédural pénal panaméen, tome I, 1987

Séminaires sur la justice pénale à l'intention des fonctionnaires de police,
1992

Séminaires en vue de la formation du personnel civil de surveillance des
établissements pénitentiaires, 1993

Les perspectives des principes directeurs du droit pénal - conférence donnée
lors de la Troisième rencontre des étudiants en droit des différentes
universités du pays, hôtel Le Panamá, 2 octobre 1993

Place du principe de la présomption d'innocence dans la procédure de justice
pénale au Panama, seizième Congrès colombien de droit procédural, Cali,
6-8 septembre 1995

La participation de la victime à la procédure pénale, dixième Congrès
panaméricain de droit procédural, Panama, 13-17 novembre 1995

Conférence sur la procédure pénale, donnée à l'intention des maires et
gouverneurs des provinces de Coclé, d'Herrera et de Los Santos, avril et
mai 1996

Conférence sur les délits portant atteinte au patrimoine, à l'intention des
membres de la police nationale, 29 mai 1996

La procédure pénale et ses stades ou étapes dans le traitement des délits
contre la santé publique dus à l'usage de drogues, faculté de droit et de
sciences politiques de l'Université catholique Santa María La Antigua,
33 pages

Fonctions exercées

Conseiller juridique au Ministère du commerce et de l'industrie

Juge de la troisième juridiction itinérante de Colón, section pénale

Juge de la septième juridiction itinérante de Panama, section pénale

Juge de la deuxième juridiction itinérante de Panama, section civile

Magistrat au Tribunal d'instance supérieure de la deuxième circonscription judiciaire (sections civile et pénale) et Président du Tribunal

Magistrat au Tribunal supérieur de la quatrième circonscription judiciaire (sections civile et pénale) et Vice-Président du Tribunal

Premier magistrat du deuxième Tribunal supérieur de la première circonscription judiciaire et trois fois Président du Tribunal

Vingt-six années d'exercice de la profession de juge de juridiction pénale (en tant que juge itinérant et magistrat de juridictions supérieures)

Enseignant dans le cadre du projet régional de l'Organisation des Nations Unies pour la formation judiciaire continue, 1997, 1998, 1999

Actuellement Président de la deuxième juridiction supérieure de la première circonscription judiciaire
